



ACHETEUR PUBLIC : CIRCONSCRIPTION D'UVEA

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

NUMÉRO DE CONSULTATION : 2026-E-PA-55-CIRCO

OBJET DE LA CONSULTATION : Accord-cadre à bons de commande relatif aux travaux de fourniture et pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments à charge de la Circonscription d'Uvea

PROCÉDURE DE PASSATION : PROCÉDURE ADAPTÉE en vertu des dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-4 du code de la commande publique 2019. Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique 2019 relatif aux accords-cadres et marchés à bons de commande.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
VENDREDI 30 OCTOBRE A 11H30 (heure de Wallis)

SOMMAIRE

Article 1^{er}. MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	3
Article 2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
<i>ARTICLE 2.1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 2.2 – TYPE DE MARCHÉ.....</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 2.3 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....</i>	<i>4</i>
Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
<i>ARTICLE 3.1 – PROCÉDURE DE PASSATION.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 3.2 – ALLOTISSEMENT.....</i>	<i>4</i>
- L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes..	4
<i>ARTICLE 3.3 – ATTRIBUTION DES LOTS.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 3.4 – TRANCHES.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 3.5 – LIEU D'EXÉCUTION.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.6 – VARIANTES.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.7 – PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE (PSE).....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.8 – CONSIDÉRATIONS SOCIALES.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.9 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.10 – TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3.11 – SECRET DES AFFAIRES.....</i>	<i>6</i>
Article 4. INFORMATION DES CANDIDATS.....	6
<i>ARTICLE 4.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 4.2 – PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 4.3 – ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES (CANDIDATURE ET OFFRE).....</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 4.4 – VISITE SUR SITE.....</i>	<i>10</i>
Article 5 – CANDIDATURE.....	11
<i>Article 5.1 – PRÉCISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET LA SOUS-TRAITANCE.....</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 5.2 – MOTIFS D'EXCLUSION.....</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 5.3 – PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....</i>	<i>13</i>
<i>ARTICLE 5.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION.....</i>	<i>13</i>
<i>ARTICLE 5.5 – NIVEAUX MINIMAUX DE PARTICIPATION.....</i>	<i>14</i>
<i>ARTICLE 5.6 – TÂCHES ESSENTIELLES.....</i>	<i>14</i>
<i>ARTICLE 5.7 – EXAMEN DES CANDIDATURES.....</i>	<i>14</i>
ARTICLE 6. OFFRE.....	17
<i>Article 6.1 – PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....</i>	<i>17</i>

<i>Article 7.2 – EXAMEN DES OFFRES.....</i>	<i>18</i>
<i>ARTICLE 7.3 – CRITÈRES D’ATTRIBUTION ET MÉTHODE DE NOTATION DES OFFRES.....</i>	<i>18</i>
ARTICLE 8. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	20
ARTICLE 9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	20
<i>ARTICLE 9.1 - VÉRIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION : TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE.....</i>	<i>20</i>
ARTICLE 10. INTERDICTION D’ATTRIBUTION.....	21
ARTICLE 11. MISE AU POINT.....	22
ARTICLE 12. SIGNATURE DU MARCHÉ.....	22
ARTICLE 13. LANGUE.....	22
ARTICLE 14. CONTENTIEUX ET LITIGES.....	22
ARTICLE 15. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	22

Règlement de la Consultation

Article 1er. POUVOIR ADJUDICATEUR

La procédure est portée par la Circonscription d'Uvea. Il est représenté par Monsieur le Chef de la Circonscription d'Uvea.

Article 2. OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2.1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux de fourniture et de pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments à la charge de la Circonscription d'Uvea.

ARTICLE 2.2 – TYPE DE MARCHÉ

L'accord-cadre est un marché de travaux.

ARTICLE 2.3 – ACCORD-CADRE

a. Bons de commande

Accord-cadre avec émission de bons de commande.

b. Nombre d'attributaires

Accord-cadre multi attributaire, limité à 2 titulaires maximum.

c. Montants minimums et maximums

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes, sans montant minimum avec un montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre.

Le montant maximum des prestations à réaliser, sur toute la durée de l'accord-cadre est compris entre :

Valeur minimale	Valeur maximale
0 F CFP	33.997.000F CFP

L'accord-cadre est multi-attributaire avec au maximum 2 titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables et acceptables.

ARTICLE 2.4 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Numéro de nomenclature communautaire se rapprochant le plus des prestations objet du présent marché :

Code CPV	Objet
09331000-8	Panneaux solaires
09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
45261215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires

Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3.1 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé en procédure adaptée en vertu des dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-4 du code de la commande publique 2019 et des dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna.

Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres et marchés à bons de commande.

ARTICLE 3.2 – ALLOTISSEMENT - TRANCHES

Le contrat comporte un lot unique : la dévolution en lots séparés est de nature, dans le cas particulier, à restreindre la concurrence.

Il n'y a pas de décomposition en tranches.

ARTICLE 3.3 - LIEU D'EXÉCUTION

Ile de Wallis - 98600

ARTICLE 3.4 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 3.5 - TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 3.6 – SECRET DES AFFAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les

données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre le maître d'ouvrage et ce tiers.

ARTICLE 3.7 – MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est de 30 jours à compter de la date de réception des factures par le service prescripteur.

Le règlement des comptes est décrit à l'article 8.4 « règlement des comptes » du cahier des clauses administratives et particulières (CCAP). Application du CCAG-travaux 2021.

Article 4. INFORMATION DES CANDIDATS

ARTICLE 4.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises du présent marché, contient les pièces suivantes :

- ✓ L'avis de marché
- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (A.E)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U)
- Le Détail quantitatif et estimatif (D.Q.E)
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes

ARTICLE 4.2 – PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

Article 4.2.1 – Retrait du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont accessibles gratuitement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr)

IMPORTANT :

Bien que le dossier de consultation soit en accès libre direct et complet, nous vous recommandons de vous identifier sur notre profil d'acheteur, afin d'être averti de toutes modifications ou compléments apportés au dossier de consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par les candidats.

Les candidats qui ne se sont pas identifiés préalablement ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information.

Article 4.2.2 – Dépôt des offres

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Chaque pli est considéré comme une nouvelle offre. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

En cas de consultation allotie, si l'acheteur impose le dépôt d'un pli par lot, il est rappelé que chaque lot représente un marché. Dès lors, le principe selon lequel seul le dernier pli est ouvert en cas de dépôt successif ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Aucun envoi par courriel ne sera accepté.

Le dépôt sur la plateforme PLACE s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit.

Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au

candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Seuls les formats suivants sont acceptés : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi pour les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises **ne peut excéder 1 Go**.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Article 4.3 - Échanges électroniques (candidature et offre)

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard 8 jours avant la date de réception des offres sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté

proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 4.4 - VISITE SUR SITE

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats peuvent visiter le site.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent contacter : Laurent ROYER

Numéro de téléphone : +681 72 02 37

Adresse électronique : adjoint@circo-uvea.wf

Article 5 – CANDIDATURE

ARTICLE 5.1 – PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La candidature devra comprendre les documents suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté.
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté;

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- Le formulaire DC1 sera complété pour l'ensemble des membres du groupement ;
- Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Bilans ou extraits de bilans concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants mentionnant le montant, la date et le lieu d'exécution ;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le maître de l'ouvrage, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Le maître d'ouvrage examine les candidatures avant les offres : les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités sont fournis à la demande du maître d'ouvrage et avant l'examen des offres.

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Le maître d'ouvrage n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

L'absence de la lettre de candidature ou de la déclaration de candidature (DC1) d'un candidat ou d'un groupement d'entreprises entraînera l'irrégularité de sa candidature et, elle ne sera pas examinée.

5.3 - MOTIFS D'EXCLUSION

Conformément aux dispositions réglementaires de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la

réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

ARTICLE 5.4 - VÉRIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

ARTICLE 6. OFFRE

Article 6.1 – PRÉSENTATION DE L'OFFRE

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- **l'acte d'engagement** (AE) complété, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **le mémoire technique** du candidat répondant aux éléments décrits sur le CCTP et, à l'article 6.3 du présent document ;
- **le bordereau des prix unitaires** (BPU) complété, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **le détail quantitatif et estimatif** (DQE) complété, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **le cahier des clauses administratives et particulières** (CCAP) daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **le cahier des clauses techniques et particulières** (CCTP) daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- **le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants** et d'agrément de leurs conditions de paiement avec la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, ainsi que les contrats de sous-traitance,

**La production de l'ensemble des pièces listés ci-dessus est obligatoire.
L'absence du mémoire technique et/ou, de l'AE et/ou, du BPU rendra l'offre irrégulière ; elle ne sera pas examinée.**

Article 6.2 – EXAMEN DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

- **Une offre est inacceptable** si le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Une offre est irrégulière** si, elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

- **Est inappropriée** une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.
- **Est anormalement basse**, une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

ARTICLE 6.3 – CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET MÉTHODE DE NOTATION DES OFFRES

Les critères d'attribution sont les suivants :

Libellé	Points
Prix	50
Valeur technique telle qu'elle ressort du mémoire technique - <u>Moyens matériels</u> : inventaire des outillages, matériels y compris roulants ; disponibilité et adéquation avec les besoins du marché que l'entreprise se propose d'affecter au marché pour l'exécution des prestations... : 10 points - <u>Qualité des équipements</u> : fiches techniques, certifications, avantage et inconvénient technologique... : 10 points - <u>moyens humains et organisationnels</u> : organigramme nominatif, CV diplômes, qualifications (<i>habilitations, certifications...</i>) et expérience ; organisation générale et pilotage de l'activité, méthodologie y compris en cas d'absence ou de défaillance, maintenance préventive des équipements (<i>vérification périodique si nécessaire, point de vigilance, disponibilité en temps et en pièce de rechange, et réactivité</i>) proposées pour garantir la qualité de la prestation... : 10 points	30
Critères environnementaux - Rendement des panneaux solaires : 7 points - Durée de vie : 7 points - Disposition que l'entreprise se propose d'adopter pour assurer une démarche écologique, et notamment la gestion des déchets de chantier à évacuer : 6 points	20

→ Méthode de notation du critère technique :

L'offre qui obtiendra le total de points le plus élevé sera déclarée la mieux-disante sur ce critère. Chaque sous-critère sera noté selon une grille d'évaluation suivante :

- ✓ 10 points, si les indications fournies par le candidat sont complètes, en parfaite adéquation avec les objectifs de l'accord cadre,
- ✓ 5 points, si les indications présentent des lacunes mineures, mais permettent néanmoins d'assurer une prestation adaptée au besoin,
- ✓ 2 points, si les données sont généralistes,
- ✓ 0 points, si les indications fournies par le candidat sont insuffisantes, inexploitable, voir absentes.

→ Méthode de notation du critère environnemental :

L'offre qui obtiendra le total de points le plus élevé sera déclarée la mieux-disante sur ce critère. Chaque sous-critère sera noté selon une grille d'évaluation suivante :

Rendement des panneaux solaires	Durée de vie des panneaux solaires	Disposition que l'entreprise se propose d'adopter pour assurer une démarche écologique, et notamment la gestion des déchets de chantier
✓ 7 points si les indications fournies par le candidat précisent un rendement supérieur à 20% ✓ 3 points si les indications fournies par le candidat précisent rendement est inférieur à 20% ✓ 0 point si les indications fournies par le candidat sont insuffisantes, inexploitable, voir absentes	✓ 7 points si les indications fournies par le candidat précisent une durée de vie supérieure à 20 ans ; ✓ 3 points si les indications fournies par le candidat précisent une durée de vie inférieure à 20 ans.	✓ 6 points si les indications fournies par le candidat sont complètes, en parfaite adéquation avec les objectifs de l'accord cadre ✓ 1 points si les indications présentent des lacunes mineures, mais permettent néanmoins d'assurer une prestation adaptée au besoin ✓ 1 points si les données sont généralistes ✓ 0 points si les indications fournies par le candidat sont insuffisantes, inexploitable, voir absentes.

→ Méthode de notation du critère prix :

La note afférente sera déterminée par application de la formule de calcul suivante :

Prix unitaire, ce critère sera jugé à partir du Détail Quantitatif Estimatif.

$\text{Note} = (\text{meilleure offre} / \text{offre jugée}) \times \mathbf{50}$
--

Dans le cadre du jugement des offres, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées par le pouvoir adjudicateur. Le candidat en sera informé par courrier, courriel ou fax. Le montant ainsi rectifié de l'offre du candidat sera pris en compte dans le cadre de l'analyse du critère prix.

Les indications chiffrées indiquées dans le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre. Aussi, dans le cadre du jugement des offres, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées par le pouvoir adjudicateur. Le candidat en sera informé par courrier, courriel ou fax. Le montant ainsi rectifié de l'offre du candidat sera pris en compte dans le cadre de l'analyse du critère prix.

Toutefois, s'il s'agit de vérifier une erreur purement matérielle le pouvoir adjudicateur pourra demander à un candidat, suite à une mauvaise information inscrite par celui-ci, de bien vouloir préciser les montants indiqués et de bien vouloir régulariser son offre. En cas de refus ou de manquement, l'offre sera déclarée irrégulière. En effet, cette lacune interdit la formation d'un contrat pour des prestations non tarifées et l'offre se verra frappée d'irrégularité et devra donc être écartée.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ces erreurs ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Note finale

Les trois notes issues de chaque critère de jugement sont additionnées pour obtenir une note globale sur 100 points. L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la note totale la plus élevée.

ARTICLE 7. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des plis (cf. page de garde).

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

ARTICLE 8. NÉGOCIATION

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier et/ou d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

Organisation des négociations : La négociation a lieu :

- soit sous forme de consultation par écrit,
- soit sous forme de réunion en présentiel.

Si la présence de chaque candidat lors de la réunion de négociation est obligatoire, en cas d'absence, l'offre du soumissionnaire est éliminée.

A la suite de la négociation, un compte-rendu de négociation sera établie. La négociation pourra se faire en plusieurs phases. La négociation ne peut ni porter sur les exigences minimales des documents de la consultation, ni sur les critères de jugement des offres.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et qu'elles soient, par nature, régularisables.

A l'issue des négociations, l'acheteur invite les soumissionnaires ayant participé à celles-ci, à remettre une offre finale via PLACE dans un délai raisonnable et identique pour tous. Ce délai ainsi que les modalités de réponse sont déterminés dans l'invitation.

L'offre finale doit comporter les mêmes éléments que ceux mentionnés à l'article correspondant du présent RC, mis à jour à l'issue des négociations, et respecter les exigences minimales définies à l'article correspondant du présent RC.

Les offres finales sont examinées dans les mêmes conditions que celles applicables aux offres initiales, telles que mentionnées à l'article correspondant du présent RC.
Au terme de la négociation, les offres finales demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

ARTICLE 9. ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre.

ARTICLE 9.1 - VÉRIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION : TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- **Attestation du service de patente** (patente en relation avec l'objet du marché) ;
- **Attestation du Tribunal** déclarant que l'entreprise n'est pas en faillite ;
- **Attestation justifiant de la régularité fiscale** du candidat (obligations déclaratives et paiement) ;
- **Attestation justifiant de la régularité sociale** du candidat (obligations déclaratives et paiement) ;
- **Extrait de K-bis** ou équivalent (ex: extrait du registre du commerce).

Pour les entreprises extérieures au Territoire de Wallis et Futuna, les attestations équivalentes émanant d'organismes officiels du pays de résidence du candidat sont requises (ex : CAFAT, URSSAF etc..).

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant que de besoin.

IL EST RAPPELE AU CANDIDAT RETENU, CONFORMÉMENT A LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LES ILES WALLIS ET FUTUNA (arrêté 2003-018 du 29 janvier 2003), QU'IL SERA DANS L'OBLIGATION DE CONTRACTER UNE PATENTE EN RELATION AVEC L'OBJET DU MARCHE (se rapprocher de la Cellule Gestion des Entreprises et des Patentes : (contributions@adsup.wf ou 00.681.72.18.08).

ARTICLE 10. INTERDICTION D'ATTRIBUTION

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

ARTICLE 11. MISE AU POINT

Le maître d'ouvrage et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

ARTICLE 12. SIGNATURE DU MARCHE

Le marché est signé électroniquement ou de manière manuscrite par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par le maître d'ouvrage.

Le cas échéant, la signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE".

La signature électronique du marché est autorisée mais n'est pas obligatoire.

ARTICLE 13. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 14. CONTENTIEUX ET LITIGES

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr